

Meurtre de Saussignac. Hommage aux contrôleurs du travail assassinés.

La Dépêche - 7.9.2004.

L'Inspection d'Auch solidaire

Hier en fin de matinée, la direction départementale du Travail a rendu hommage à Sylvie Trémouille et Daniel Buffière, les 2 contrôleurs du travail tués jeudi dernier à Saussignac (Dordogne) lors d'un contrôle de routine. Après la lecture par le préfet Fromion d'un message du gouvernement, agents de l'Inspection du travail et de l'ITEPSA (Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles) et représentants de la MSA (Mutualité sociale agricole) ont échangé leurs vues sur la profession. Après que M. Maréchal, directeur par intérim de la DDT, a expliqué que «les lois du travail sont des lois protectrices pour limiter le pouvoir de subordina-

tion de l'employeur sur le salarié», les agents en présence ont fait le constat, amer, que leur mission, qu'ils jugent «d'intérêt général», est injustement considérée : «Les employeurs perçoivent les règles comme des agressions». Le doigt est mis sur le déficit d'autorité de l'Inspection du travail auprès des employeurs, et sur le manque de légitimité de la législation du travail, perçue parfois comme une entrave à la liberté d'entreprendre. Résultat : les menaces se multiplient. «En Angleterre, le logo du ministère du travail suffit à faire taire les employeurs les plus énervés», lâche M. Weber, témoignant ainsi du sentiment d'impuissance des inspecteurs français, pas toujours



Une minute de silence a suivi la prise de parole du préfet.
Photo DDM, Dominique Bragagnolo.

suivis par la justice, en aval. DDT seront fermés toute la journée. Aujourd'hui, les services de la profession est en deuil.

METRO - Mercredi 8 sept 2004

Hommage aux inspecteurs du travail

DOROGNE Les obsèques des deux inspecteurs du travail tués à coups de fusil de chasse le 2 septembre à Saussignac par un ancien assureur en proie à des difficultés financières ont eu lieu hier au cimetière d'Azerat, en présence de quatre ministres du gouvernement. Le ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, a exprimé aux familles "le sentiment de révolte" de l'ensemble du gouvernement "face au drame qui les frappe". AP

20 Minutes - Mercredi 8 sept 2004

Les inspecteurs du travail manifestent leur colère

Plus de mille personnes, en présence de quatre ministres, dont ceux de l'Emploi et de l'Agriculture, ont assisté hier aux cérémonies d'adieux à Azerat et Basillac (Dordogne), en hommage aux deux inspecteurs du travail tués jeudi lors du

contrôle d'un agriculteur. A Paris, plusieurs centaines d'inspecteurs du travail ont manifesté, hier, devant les ministères du Travail et de l'Agriculture, puis devant le siège du Medef. D'autres manifestations ont eu lieu à Lyon, Dijon et Mâcon.

Emotion et colère aux obsèques des inspecteurs du travail



AZERAT (DORDOGNE), HIER. 1 000 personnes ont assisté aux obsèques de Sylvie Trémouille. (PHOTOPQR/« SUD-OUEST »/JEAN-CHRISTOPHE SOUNALET.)

PLUS DE 1 000 PERSONNES ont assisté hier après-midi à une cérémonie d'adieux à Bassillac en hommage à Daniel Buffière, salarié de la Mutualité sociale agricole, tué jeudi dernier lors du contrôle d'un agriculteur périgourdin. Les élus municipaux de la commune, dont Daniel Buffière était premier adjoint, sa famille et de nombreux collègues se sont rassemblés devant la mairie, en présence du ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, pour lui rendre un dernier hommage. Il a été fait chevalier de l'Ordre national du mérite à titre posthume et inhumé à l'issue de la cérémonie.

M. Gaymard, qui a salué « l'expérience » et « l'engagement » de Daniel Buffière, a déclaré que « tous les agents de contrôle devaient pouvoir exercer leur mission sans aucune restriction, dans le cadre des lois et règlements en vigueur ». « C'est à ce prix que la cohésion sociale sera préservée », a-t-il ajouté.

Daniel Buffière, 47 ans, et Sylvie Trémouille, inspectrice à la Direction de l'agriculture de Périgueux, ont été tués le 2 septembre à coups de fusil alors qu'ils s'étaient rendus à l'exploitation d'un agriculteur de Saussignac

(Dordogne) pour y contrôler les contrats de travail de saisonniers. L'agriculteur, Claude Duviau, 57 ans, été mis en examen lundi pour « homicides volontaires sur personnes chargées d'une mission de service public ».

Les obsèques de Sylvie Trémouille, 40 ans, se sont déroulées hier matin à Azerat, où étaient présentes environ 1 000 personnes également. Le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, Jean-Louis Borloo, a participé à la cérémonie religieuse. Hier après-midi, devant le siège du Medef à Paris, des centaines d'inspecteurs du travail ont manifesté à l'occasion des obsèques de leurs deux collègues, tués jeudi par un agriculteur lors d'un contrôle en Dordogne.

« Nous sommes rassemblés devant le siège du Medef qu'on pense indirectement coupable de ce qui s'est passé, en voulant tuer le Code du travail et le droit des salariés que nous sommes chargés de faire respecter », a déclaré Gérard Filoche, inspecteur du travail et membre du bureau national du PS. Des manifestations de soutien ont été organisées également à Lyon, Dijon et Mâcon.

I.G.

Les deux fonctionnaires avaient été tués en Dordogne dans l'exercice de leurs fonctions

Voix du Nord - Mercredi 8 septembre 2004 - Dernier hommage aux deux inspecteurs du travail

LES obsèques des deux inspecteurs du travail, tués à coups de fusil de chasse le 2 septembre à Saussignac en Dordogne lors d'une visite à un assureur reconverti dans l'agriculture, ont eu lieu hier en Dordogne en présence de quatre ministres.

Étaient notamment présents Hervé Gaymard, ministre de l'Agriculture, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi.

À Azerat, le matin, ont eu lieu les obsèques religieuses de Sylvie Trémouille (photo ci-contre). L'après-midi, à Bassillac, se sont déroulées les funérailles civiles de Daniel Buffière, premier adjoint de la commune.



Plusieurs centaines d'inspecteurs du travail ont manifesté à Paris, devant les ministères du Travail et de l'Agriculture puis devant le siège du MEDEF, à l'occasion de ces obsèques.

« Nous attendons une déclaration sans ambiguïté de vraie condamnation politique, nous avons eu droit à des ronds de jambe. Ce n'est pas un simple fait divers, un coup de folie, mais cet assassinat est lié à la remise en cause de la légitimité du contrôle et des contrôleurs », a notamment déclaré Martine Devillers, inspecteur du travail et membre du syndicat Sud.

Ph. AFP

Le malaise des inspecteurs du travail

Jour même des obsèques de leurs collègues, les agents de contrôle sont descendus dans la rue pour réclamer le soutien du gouvernement et de la journée, les services concernés des ministères de l'Agriculture, des Transports et du Travail dans la région sont restés fermés.

Au printemps, trois inspecteurs du travail ont été assassinés. Je me souviens, on a dit qu'heureusement, en France ça ne nous venait jamais... Secrétaire régional de SUD-Travail et Affaires sociales, Pierre Joanny a depuis annoncé la mort, jeudi dernier,

de deux agents de contrôle en Dordogne. Abattus par un agriculteur. Ils venaient juste vérifier la régularité des contrats de travail des saisonniers employés dans l'exploitation. Moins d'une semaine après, leurs collègues ont manifesté dans toute la France. A Lille, ils étaient près de 150, partis

de l'Inspection du Travail, qui se sont ensuite rendus place de la République où une délégation a été reçue par le directeur de cabinet du préfet.

Un agent pour 10.000 salariés

Au nom de l'Association de promotion et de défense de l'inspection du travail, Catherine Lance a participé à cette rencontre. « Il nous assure de son soutien et de sa compréhension, mais on aimerait surtout que l'Etat soit avec nous comme il l'est avec les forces de police ! ». Car les agents de contrôle se sentent particulièrement déconsidérés. Avec un effectif de 1 500 personnes pour la France, les

proportions sont éloquentes : 1 agent pour 10 000 salariés et 1 000 entreprises. Déjà peu nombreux, les agents dénoncent également un climat plutôt tendu. « Régulièrement, on alerte notre hiérarchie, précise Isabelle, contrôleur depuis quinze ans à Lille. Les agressions physiques sont rares, mais les insultes sont courantes. Quand c'est tendu, on s'arrange même pour ne pas y aller seul ». Il y a à peine trois semaines, une collègue du Service de contrôle de recherche d'emplois a encore été agressée.

Après la préfecture, les manifestants se sont dirigés vers les bureaux de l'UMP, du PS et la mairie. Avec une intention, réclamer un sou-

tien plus marqué. « Evidemment aujourd'hui il y a des déclarations du ministère du Travail, mais c'est après deux morts », regrette Pierre Joanny. Pour Catherine Lance, « le discours actuel donne l'impression aux chefs d'entreprise qu'ils ont toutes les libertés, c'est malin. Ça n'est pas juste l'acte d'un fou, c'est quelque chose qui couve ! ». Comme premier soutien, les agents de contrôle ont reçu celui de Martine Aubry, ancienne ministre du Travail, venue s'insurger qu'« on attaque ceux qui font respecter les lois de la République ». Une bien belle déclaration, mais que certains dans le cortège ont préféré ne pas commenter.

Vincent Martinelli

Hommage silencieux à Lille aux contrôleurs du travail abattus dans le Périgord

Ils attendent de leur ministre un réel soutien

A l'heure où étaient célébrées les funérailles des contrôleurs du travail abattus dans le Périgord en effectuant leur mission, leurs collègues lillois organisaient hier matin une marche silencieuse. De la préfecture à l'hôtel de ville, en passant par le siège de l'UMP et celui du parti socialiste, les inspecteurs et les contrôleurs ont voulu rappeler les difficultés grandissantes rencontrées auprès d'employeurs face auxquels ils se sentent fragilisés.

Pour la première fois depuis cent douze ans, des représentants de l'inspection du travail ont été mortellement blessés. « Il y a eu des drames au Brésil, mais à



l'époque, on n'aurait pas pu imaginer de tels meurtres chez nous », s'émeut une manifestante qui attend de son ministre un réel soutien, sans compassion.

Dans le Nord, contrôleurs et inspecteurs se disent régulièrement menacés, voire molestés. Fabienne renchérit : « Les tarés se sentent soutenus, alors que nous ne faisons qu'appliquer la loi... »

Martine Aubry, en sa qualité d'ex-ministre du Travail, est venue se joindre aux manifestants pour rendre un hommage silencieux aux victimes. En leur mémoire, les bureaux de l'inspection sont demeurés clos ce mardi.

Tenue noire, brassard sur le bras et plus de 150 agents portaient hier le

Mercredi 8
sept. 2004

Après le meurtre de deux contrôleurs, une inspectrice du travail témoigne.

Lille de notre correspondante

Plus de 1000 personnes – dont deux ministres du gouvernement – à Bassillac et autant à Azerat (Dordogne) ont assisté hier à la cérémonie d'adieu et aux obsèques des deux inspecteurs du travail tués jeudi lors d'un contrôle par un agriculteur périgourdin. Au même moment, plusieurs manifestations ont eu lieu en France. Ils étaient près de 200 à Lille vêtus de noir ou portant un brassard. Marche silencieuse dans la ville. Dans les mains de certains, le code du travail, entouré d'un ruban noir, lui aussi. Marie (1) est de ceux-là, en noir de la tête aux pieds, belle femme à la chevelure blanche coupée court. Emue, elle raconte: «C'est une amie qui m'a appris la mort des deux agents de contrôle, jeudi, un peu avant 20 heures, juste avant que j'entre en réunion. La nuit qui a suivi, je n'ai pas pu dormir. J'ai revécu tout le film de la nuit du 27 septembre 1998, où j'ai été molestée avec un collègue, lors d'un contrôle ordinaire, alors que je remplaçais une inspec-

trice hors de mon secteur. J'ai tout revécu, les mots, les attitudes, les gestes. Si je devais retourner un jour dans cette entreprise, ce serait la trouille au ventre. J'avais rencontré l'industriel quelques semaines plus tôt et je lui avais écrit pour lui rappeler la loi: il ne pouvait travailler le dimanche sans accord d'entreprise. Il était averti qu'il aurait un contrôle. Malgré ce-

«On n'est pas des empêcheurs de tourner en rond, on est des empêcheurs de "délinquer".»

Marie, inspectrice du travail

la, il l'a fait. Je me suis présentée un dimanche, à une heure du matin, dans les ateliers, avec un collègue. On a commencé à relever les noms des salariés dans l'atelier. L'employeur est arrivé, hors de lui, m'a arraché mon cahier de renseignements. Je le lui ai repris. Il me suivait. Il ne nous a pas laissé le temps de nous exprimer. Il a arraché et piétiné les lunettes de mon collègue et tenté de lui prendre sa carte d'inspecteur. Son épouse lui a tiré les cheveux, l'a griffé. D'autres m'ont prise par le bras,

bousculée, insultée d'une manière épouvantable. On peut se poser des questions quant au respect des salariés quand un représentant de la loi est traité comme ça. Le patron de l'entreprise a pris de la prison avec sursis. Malgré le traumatisme, on a continué à travailler, le boulot était là, les décisions à prendre, les enquêtes à faire: je couvre un secteur de 120 entreprises. J'ai pris des médicaments pour dormir et on s'est débrouillés avec les moyens du bord pour surmonter tout ça. Depuis la montée des agressions, une réflexion a été menée dans les services, mais à l'époque, rien n'était organisé. Heureusement que la totalité des collègues était là pour nous soutenir, parce qu'on était hébétés. Je m'interrogeais sur ce qui justifiait une telle agressivité. Ils nous ont entourés, rassurés. Ils nous ont fait parler, nous ont rappelé qu'on avait fait notre boulot. Je n'ai pas assez de mots pour les remercier.

«Je suis devenue inspectrice du travail en 1985. Pas pour redresser le truc, mais pour garantir le respect de la loi pour les salariés. Et puis parce que j'étais sensibilisée à la vie sociale: mon père était ouvrier chez Peugeot, moi j'avais fait des études d'histoire du monde ouvrier. Ce qui m'a surpris, quand j'ai commencé, c'est la difficulté de certains à se dire: "Il y a une loi, il faut l'appliquer." C'est quelque chose qui me sidère encore, d'autant que c'est encore plus fort aujourd'hui. En vingt ans, le climat s'est tendu. Il y a moins de respect. C'est relayé par un discours ambiant, selon lequel les fonctionnaires seraient trop nombreux, qu'ils seraient payés à faire appliquer des lois dont on ne veut pas.

«Depuis 1993, dans la moitié du département du Nord, il y a eu 128 obstacles à nos missions. Cela va du refus de présenter des documents jusqu'à des situations de violence. Les patrons ont le nez sur le guidon, ça concourt aux ambiances délétères. Avec les difficultés économiques qui augmentent, ils nous reçoivent comme un chien dans un jeu de quilles, alors qu'on est juste garants de l'application la loi de la République. Ce n'est jamais le bon moment pour nous recevoir, je peux comprendre, mais on n'est pas des empêcheurs de tourner en rond, on est des empêcheurs de «délinquer». On attire l'attention avant de sanctionner. Quand on dit à certains chefs d'entreprise qu'ils commettent un délit, ils ne comprennent pas. Pour eux, le délit, c'est le gamin qui pique un autoradio.»

Recueilli par HAYDÉE SABÉRIAN

(1) Le prénom a été modifié.

«L'employeur est arrivé

hors de lui,

m'a arraché mon cahier»

Deux inspecteurs du travail assassinés : la responsabilité morale

Michel Soudais

Le meurtre de deux inspecteurs du travail n'est pas un simple fait divers.

L'événement n'a guère été commenté. Et pourtant le meurtre de Daniel Buffière, 45 ans, inspecteur de la Mutualité sociale agricole (MSA), et de Sylvie Trémouille, 41 ans, contrôleuse à l'Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, un organisme dépendant du ministère de l'Agriculture, n'a rien d'un fait divers ordinaire. C'est même la première fois depuis la création de leur fonction, au XIXe siècle, que des inspecteurs du travail sont tués dans l'exercice de leur métier. Les deux inspecteurs effectuaient un contrôle de routine portant sur les contrats de travailleurs saisonniers quand l'exploitant agricole visité a sorti son fusil et fait feu sur les représentants de la loi sociale. Le premier, touché à l'abdomen, est décédé quelques heures plus tard. La seconde, abattue dans le dos alors qu'elle s'enfuyait, est morte sur le coup. En d'autres cas, face à un crime inédit, radios et télévisions montrent la gravité et tentent d'expliquer tout ce qui l'a rendu possible. « Là, il y a deux inspecteurs du travail, un homme, une femme, abattus comme des chiens, et on ne sait rien d'eux, de leur famille, de leur travail ? », enrage le socialiste Gérard Filoche, inspecteur du travail lui-même. Ce crime abominable aurait pu être l'occasion d'expliquer la mission de l'inspection du travail et les difficultés de sa tâche quand 427 inspecteurs et 813 contrôleurs seulement doivent faire respecter 400 lois et 8 000 décrets et défendre les droits de 15,5 millions de salariés du privé, dont la moitié n'ont ni délégués du personnel ni comité d'entreprise parce qu'ils travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés. Il aurait été bon de rappeler que 25 % des 800 000 saisonniers travaillent illégalement 56 heures par semaine, que 18 % d'entre eux n'ont pas de contrat de travail...

POLITIS

Jeudi 9 septembre 2004

Au lieu de cela, le double crime historique de Saussignac est présenté comme le geste d'un « désespéré » qui, d'ailleurs, a tenté de mettre fin à ses jours après son crime. D'où le coup de gueule de Gérard Filoche : « Où est l'émotion, le scandale, l'indignation, la révolte ? » Sûrement pas dans le déplorable communiqué du ministre de l'Agriculture. Après avoir exprimé sa « compassion » et sa « peine aux proches et aux familles des victimes » - lesquelles - ?, Hervé Gaymard y plaint les « difficultés extrêmes » du monde agricole et évoque « l'amour du métier » de ses acteurs, suggérant que ces « difficultés » pourraient expliquer ce meurtre barbare. A-t-on déjà vu un ministre tenter d'excuser l'assassinat d'un gendarme ? Ce dernier, il est vrai, est un défenseur de l'ordre, quand les inspecteurs du travail ne sont, aux yeux des libéraux qui nous gouvernent, que des enquiquineurs chargés de veiller à la sécurité au travail et au respect du code du travail, cette vieille lune de l'État providence dont le Medef ne cesse de réclamer la simplification et que le gouvernement Raffarin veut réformer. Il y a quelques mois, 81 députés UMP-UDF déposaient une proposition de loi visant à réduire l'inspection du travail à une simple agence technique en matière d'hygiène et de sécurité, et à la subordonner à toutes sortes de procédures paralysantes. Tous ces apprentis sorciers ont une responsabilité au moins morale dans le double crime de Saussignac.

LIBERATION - Vendredi 10 septembre 2004

Double meurtre, double oublié

On croit d'abord qu'on a mal entendu. On tend l'oreille. Ce doit être autre chose. Mais non. C'est bien ce que l'on avait compris. Deux inspecteurs du travail ont été tués à coups de carabine, en France, en

Dordogne, par un exploitant agricole qu'ils venaient contrôler, et qui a ensuite tenté de se suicider. Et pourquoi croit-on qu'on a mal compris? Parce que la nouvelle est donnée par le préparateur de cerveaux humains Pernaut dans les profondeurs de son JT de 13 heures, sur TF1. Après l'assaut des forces russes en Ossétie, vendredi dernier à la mi-journée, ce qui se comprend. Mais aussi après l'attente angoissante dans le village des parents de l'otage journaliste Georges Malbrunot, avec interviews de l'oncle de l'otage (« Les choses avancent quand même, hein ? »), et de villageois (« Je n'en ai pas douté, mais ça va dans la bonne voie »).

Après les manifestations de soutien à Chesnot et Malbrunot, avec interviews de passants sur la place de l'Hôtel-de-Ville (« C'est honteux de prendre des gens en otage ») et du président de Reporters sans frontières. Après la communauté musulmane de Lille qui cultive l'optimisme. Après la désignation (« sans surprise », dit le préparateur Pernaut) de Georges Bush comme candidat à la présidentielle américaine. Après l'angoissante attente de l'ouragan en Floride. Donc, trois entrées qui n'apportent aucune information nouvelle sur les otages journalistes français, un reportage de mise en bouche sur les dégâts du cyclone et, enfin, voilà, le préparateur se lance: deux inspecteurs du travail ont été tués en France.

On croit encore qu'on a mal entendu. Cela tient à des riens. Au fait, par exemple, que le reportage ne nous donne pas les noms des deux inspecteurs. Sur l'agriculteur meurtrier, on connaît tout. Son nom, bien entendu. Ses difficultés financières. Son espoir déçu quand il avait cru trouver un repreneur

service public? La vérité oblige à dire que le double meurtre n'a pas mobilisé davantage. Pareillement relégué aux profondeurs du JT. A l'exception d'un reportage de France 2 qui donna la parole à la standardiste bouleversée d'une des deux victimes, toute trace d'émotion est absente. De même, aucun sujet ne nous rappelle pour quoi les inspecteurs du travail vont contrôler les cueilleurs de prunes. Sur l'ampleur du phénomène du travail clandestin chez les saisonniers de l'agriculture, sur le manque à gagner que provoque le travail clandestin pour les finances de l'Etat, nous ne saurons rien.

Quelques jours plus tard, se déroulent les obsèques. Mais les obsèques non plus ne sont pas jugées médiatiquement exploitables.

Pas moins de quatre ministres y participent, nous révèle pourtant Christophe Hondelatte au nouveau 13 heures de France 2, en dévoilant

quelques secondes une fugitive image de voitures. Quelques secondes, pas davantage. *Donnage*. Un face-à-face percutant sur l'avenir de l'inspection du travail, par exemple, ou bien le « coup de gueule » d'un collègue des victimes eussent été une première occasion éclatante de marquer la différence du service public avec les préparateurs de cerveaux d'en face. Mais la cérémonie n'a même pas droit à un reportage à part entière. Pas comme les policiers ou les gendarmes tués, eux aussi, dans l'exercice de leur mission. Là, le téléscripteur a droit aux femmes, aux enfants, aux obsèques officielles. Là, le préparateur Pernaut compatit, et dépêche sa grosse machinerie à recueillir les sanglots des familles, des concitoyens, des buralistes. Il y a les émotions médiatiquement légitimes, et les autres. Pompiers, gendarmes, policiers, journalistes, voyagent sur le pont supérieur. Pas les inspecteurs du travail, relégués dans les soutes. ♦

MÉDIATIQUES

PAR DANIEL SCHNEIDERMANN

en scène. Pas de trémolos. Pas d'envoyé spécial pour faire le point de l'avancée de l'enquête. Pas de sanctification des victimes. Sauf à considérer que la victime, c'est l'agriculteur. Avec ses problèmes de financement, sa retraite, son jugement.

A la grande distribution d'émotion du JT, chacun a pour tant droit à sa petite part. Chacun. Même les fabricants de médicaments homéopathiques.

Même les cafetiers n'importe lesquels par la possible suppression du lundi de Pentecôte. Chacun. Sauf les deux inspecteurs du travail abattus dans une ferme de Dordogne. Bon. S'agissant des

préparateurs de cerveaux de TF1, la chose n'étonne pas. Ils ont dû juger que l'émotion des collègues ou des proches des inspecteurs du travail tués n'était pas très préparatrice à la consommation de Coca-Cola. Moins préparatrice que d'autres. Que celle d'un collègue de gendarmerie ou de policier pareillement tué dans l'exercice de ses fonctions, par exemple. Mais en face? Sur les chaînes du